

Richard GOMBRICH

Le clergé bouddhiste d'une circonscription kandienne et les élections générales de 1965

What political influence has the Buddhist clergy on the people and what determines their political attitude? The Author throws some light on the answers to these questions thanks to a study conducted on religious behaviour where interviews with the monks included some questions on politics.

Though at first sight the involvement of the monks with a particular political party in the 1965 elections appears to be motivated by anti-communism, it is really caste membership that seems to play a more influential role. But with regard to political involvement the monks seem to reflect public opinion and not to mould it. The importance of their involvement lies in their way of life and in their social position. They are more disposed to defend their own interests, which are religious, than to identify with the point of view of a particular social group. Hence it appears that religion may not after all have the same importance in politics in Ceylon that politicians tend to attribute to it.

Quand le MEP, dirigé par M. Bandaranaike¹ connut un succès massif aux élections de 1956, écrasant l'UNP (United National Party), plus conservateur et occidental, on en conclut généralement qu'avait sonné l'heure du pouvoir pour les classes d'éducation et d'expression singhalaise : maîtres d'écoles ruraux, médecins indigènes et moines bouddhistes. De fait, la propagande religieuse avait joué un grand rôle dans la campagne électorale et deux moines en particulier, Talpāvīla Sīlavamsa et Māpitigama Buddhārakkhita (plus tard condamné pour avoir pris part

¹ Le MEP (Mahājana Eksath Peramuna, Front populaire uni) était une coalition où dominait le SLFP (Sri Lanka Freedom's Party), parti qui emporta les élections de 1960, occupa le pouvoir jusqu'en 1964 et le reprit, de nouveau à la tête d'un quartel, lors des élections de 1970. Depuis mi-1960, ce parti est dirigé par Madame Bandaranaike, veuve de son fondateur. On trouvera des indications fondamentales sur la vie politique de Ceylan depuis l'indépendance, dans l'ouvrage de W. HOWARD WRIGGINS, *Ceylon : Dilemmas of a New Nation*, Princeton, 1960. Pour des renseignements plus récents tenant compte des élections de 1965, on se rapportera au livre de E.F.C. LUDOWYK, *The Modern History of Ceylon*, London, 1966 (en particulier le chapitre 11).

à l'assassinat de M. Bandaranaike) firent beaucoup pour la victoire de la coalition ; ils avaient pris la direction d'une organisation appelée *Eksat Bhiksu Peramuna* (Front Uni des Moines) qui prêchait un nationalisme singhalais et bouddhiste virulent et qui donna le ton à ce que l'on pourrait appeler l'aile droite du MEP. Pourtant, en aucun cas ce n'était la première manifestation d'un engagement du clergé dans la politique bouddhiste ; le All-Ceylan Bhikku Congress (*Samasta Lankā Bhiksu Sammēlanaya*), fondé vers 1940² entra en activité en 1946 ; il manifesta une opposition bruyante à l'UNP (et soutint généralement les partis marxistes) lors des élections de 1957.

Ces précédents ont contribué à deux opinions répandues : d'une part, les moines seraient une force politique importante à Ceylan surtout depuis 1956 ; d'autre part leur influence s'exercerait surtout contre l'UNP. La seconde hypothèse, du moins, n'est pas retenue par H. Bechert ni par d'autres observateurs des événements survenus à la fin de 1964 ; à cette date, par exemple, si l'on en croit les témoignages, plus de 6.000 moines, c'est-à-dire probablement plus d'un tiers des moines du pays, participèrent à un rassemblement anti-gouvernemental à Colombo³ ; mais peu de recherches ont été publiées après cet événement. L'hypothèse selon laquelle les moines dirigent l'opinion publique n'a jamais cependant, à notre connaissance, été contestée dans aucune publication ; rien ou presque n'a été tenté pour mesurer l'étendue et la nature de l'influence politique du clergé à la base.

Disposant de quelques données empiriques sur ce problème, nous voudrions les exposer ici, malgré leur caractère fragmentaire⁴. Ayant vécu à Ceylan avant, pendant et après la campagne électorale de 1965, nous avons eu l'occasion, peu après, d'effectuer des interviews approfondies auprès de la quasi-totalité du clergé bouddhiste résidant dans une circonscription située à peu près à 15 miles de Kandy. Bien que notre enquête portât essentiellement sur la religion, nous avons saisi l'occasion pour poser quelques questions concernant la politique⁵.

Les élections générales du 22 mars 1965 opposaient essentiellement l'UNP (plus quelques petits partis alliés) et la coalition sortante. Cette coalition, formée en juillet 1964 avec le parti trotskyste LSSP, (Lankā Sama Samaia Party, Parti ceylanais de la société égalitaire), comprenait pour cette campagne, le SLFP, autour duquel s'étaient regroupés les

² H. BECHERT, *Buddhismus, Staat und Gesellschaft in den Ländern des Theravada-Buddhismus*, vol. 1, Frankfurt-Berlin, 1966, p. 311. Cet ouvrage contient l'analyse la plus détaillée, la plus intéressante et éclairante qui soit sur le rôle joué par le Bouddhisme dans la vie politique de Ceylan. Pour les activités politiques du clergé bouddhiste, cf. le chapitre 29, pp. 305-360. Les analyses de Bechert s'achèvent en 1964 ; aussi ne peut-on par les comparer avec le matériel de cet article. Son étude de la période récente doit paraître dans un troisième tome de son ouvrage.

³ H. BECHERT, *op. cit.*, p. 358.

⁴ On peut regretter qu'elles soient publiées si longtemps après les événements. Cela est dû à des circonstances que nous ne pouvons pas contrôler. Nous sommes reconnaissants au comité de rédaction de *Social Compass* d'accueillir cet article dans ces conditions.

⁵ Nous donnons une présentation des conditions et des méthodes de cette recherche dans *Precept and Practice*, Oxford, 1971, pp. 37-39.

deux partis marxistes, le LSSP et le CP (Parti Communiste)⁶ ; elle avait perdu la majorité du Parlement en décembre 1964 lorsque, à l'occasion d'un débat sur un projet de loi visant à un contrôle gouvernemental sur la presse, un groupe de députés du SLFP s'étaient rangés sur les bancs de l'opposition. Le scrutin apporta la victoire à l'UNP et aux petits partis qui le soutenaient ; avec eux mais pas tout seul l'UNP réunissait la majorité absolue. Le troisième grand parti, représentant un courant indépendant, était le Parti Fédéral, composé exclusivement de Tamouls, qui enleva 14 sièges dans les régions de langue tamoule ; lorsque Dudley Senanayake forma son cabinet, il y confia un poste à un leader de ce parti, M. Tiruchelvam et parvint ainsi à s'assurer pour un temps une majorité parlementaire.

Parmi les 36 moines dont nous connaissons l'attitude politique, 26 appartenaient au *Siyam nikāya*, 7 au *Amarapura nikāya* et 3 au *Rāmanna nikāya*⁷. Le *nikāya* semble évidemment, au premier abord, être la variable décisive pour l'orientation politique des moines ; il faut cependant se souvenir qu'il existe dans cette région une corrélation parfaite entre *nikāya* et caste : tous les membres du *Siyam* et du *Rāmanna* sont des *Goyigama*, la caste singhalaise agricole dominante, et tous les moines de l'*Amarapura* appartiennent à une caste inférieure, probablement *panna*⁸.

Les trois membres du *Rāmanna*, deux membres de l'*Amarapura* et deux membres du *Siyam* ne prirent aucune part à la campagne électorale. Parmi eux, les moines du *Rāmanna* ont déclaré qu'ils s'étaient abstenus lors du scrutin ; d'après nos informations, le chapitre *Uda Rata* du *Rāmanna nikāya*, dont ils font partie, leur en avait donné la consigne expresse. Nous constatons également que les deux moines de l'*Amarapura* non engagés dans la campagne se sont abstenus, estimant que le vote n'est pas l'affaire des moines. Les deux moines du *Siyam nikāya* ont probablement voté pour l'UNP.

Les 29 autres moines prirent tous une part active dans la campagne : 28 d'entre eux (23 pour le *Siyam* et 5 pour l'*Amarapura*), apparurent à la tribune d'une réunion électorale. Outre la participation à des réunions, au moins 7 moines du *Siyam nikāya* prononcèrent des discours⁹ ainsi que 2 membres de l'*Amarapura*¹⁰.

⁶ L'UNP était dirigé par M. Dudley Senanayake et le président du groupe parlementaire était M. J.R. Jayawardene ; le SLFP était dirigé par Madame Bandaranaike et le LSSP par M. N.M. Perera.

⁷ Nous donnons dans *Precept and Practice* (pp. 307-309) un résumé de l'histoire des trois *nikāya* ; ce sont les trois ordres monastiques bouddhistes à Sri Lankā.

⁸ Cette imprécision peut paraître surprenante ; la plupart de nos informateurs étaient des *Goyigama*, qui déclaraient en général que la caste inférieure la plus importante dans cette région est la caste *padu*. Toutefois, des informateurs qui semblent mieux informés nous ont déclaré depuis que cette caste est en réalité la caste *panna*. À l'échelon national, cette caste est beaucoup moins importante que la caste *padu*, elle est aussi moins connue, tandis que le terme *padu* veut dire « caste inférieure », dans le langage courant. Par délicatesse, il a été impossible de poser directement la question aux interviewés ; malgré des questions détournées, il a été impossible d'obtenir des réponses dignes de foi. Dans le système des castes singhalais, il règne toujours une incertitude ou une dissimulation sur les appartenances réelles.

⁹ 10, dont plusieurs sont très âgés, ne l'ont pas fait et pour 6 autres, nous n'avons pas d'information.

¹⁰ 2 ne l'ont pas fait et un autre ne donne pas d'information.

TABLEAU 1 : L'activité politique des moines selon leur appartenance (N = 36)

	Siyam nikāya	Amarapura nikāya	Rāmanna nikāya
Soutien actif à l'UNP	23	1	—
Soutien actif au SLFP	1 *	4	—
Non participation à la campagne	2	2	3
Total	26	7	3

* Partisan du Parti Communiste qui n'a pris part à aucune réunion publique dans cette région.

Parmi les moines engagés politiquement, tous ceux de l'Amarapura, à une seule exception près, se rangèrent aux côtés de la Coalition SLFP-LSSP-CP et se sont déclarés partisans du SLFP ; tous les moines du Siyam (sauf celui qui ne prit part à aucune réunion), optèrent pour l'UNP. Le moine du Siyam qui soutint la Coalition n'était pas représentatif de la région ; il s'agissait d'un jeune diplômé d'une université *pirivena* (à dominance ecclésiastique) dont l'éducation s'était passée dans le Bas Pays et qui était communiste. Dans cette circonscription, les réunions de la Coalition étaient totalement bleues (couleur du SLFP) et même les orateurs appartenant au LSSP ou au CP apparaissaient sous cette couleur ; l'accent était mis sur le programme du SLFP et son alliance avec les partis marxistes était mise en sourdine. Le Communisme était condamné par la plupart des électeurs de la région et le clergé à sympathie communiste était particulièrement mal vu. C'est pourquoi le moine en question n'a pas osé s'aventurer dans les réunions locales, même s'il a peut-être participé à des assemblées dans la Province Occidentale, et a limité son activité politique à des harangues en privé. Ses sentiments étaient violemment nationalistes et hostiles aux minorités ; il est le seul moine de la région qui se rapproche quelque peu du stéréotype du moine politique signalé au début de cet article. Ce n'est sans doute pas un hasard si sa formation s'était passée dans la Province Occidentale.

La participation politique ne fut pas toujours enthousiaste. L'un des plus âgés des moines du Siyam déclara par exemple qu'il n'avait jamais eu d'activité politique et serait encore incapable de dire à quelqu'un comment voter, mais qu'il a participé aux réunions électorales, pour ne pas se trouver coupé des autres moines. Aucun cependant — même pas les non-participants — n'a exprimé, dans les interviews, son aversion pour la politique ou montré du cynisme envers les politiciens en général. L'avis le plus poussé dans ce sens est celui, peu rigoureux, d'un activiste, selon lequel aucun gouvernement n'avait accompli grand chose jusqu'ici. Tout le monde est bien sûr d'accord lorsque l'on fait une critique à propos des promesses des politiciens ; mais dans le discours spontané, il faut souligner l'absence de désillusion envers la politique.

Pour tous ceux qui ont exprimé leur opinion sur l'enjeu primordial des élections — et la majorité des interviewés l'ont exprimée — cet enjeu était sans aucun doute religieux ; on souligne en particulier la présence des « gens sans religion » (*āgama nati aya*) dans l'un des camps. Quel que soit son jugement de valeur, aucun moine ne met en question l'idée que les membres des partis marxistes sont des athées et que les membres des autres partis ne le sont pas. (Nous laissons ici de côté la question discutée de savoir si les bouddhistes sont athées ; dans les perspectives de cet article, ils ne le sont pas). Le LSSP et le Parti Communiste sont condamnés sans autre motif que leur athéisme ; un seul moine, qui dit désapprouver la révolution et critique la Coalition pour son incapacité à résoudre le problème du coût de la vie et pour sa tentative de museler la presse, mentionne d'autres raisons pour s'opposer à ces partis. Sur les 28 moines du Siyam nikāya rangés du côté de l'UNP, 13 citent spontanément la menace marxiste et/ou se présentent comme défenseurs de la religion contre l'irreligion. Telle est bien la raison presque constante donnée par ceux qui disent qu'ils se sont mêlés de politique pour la première fois en 1965. Les avis donnés sur cette question par les membres de l'Amarapura partisans du SLFP, sont plus intéressants ; les trois moines les plus engagés et qui savaient le mieux s'exprimer estiment tous trois que la défaite de la coalition est imputable à l'alliance de leur parti avec les marxistes : l'un d'eux dit que cela l'avait tellement contrarié qu'il avait pas pris part à la campagne et que le SLFP aurait pu enlever une centaine de sièges en faisant campagne seul ; le second est hostile à la coalition mais estime qu'il fallait y inclure le LSSP pour le contrôler ; le troisième estime également que la défaite est due à la propagande de l'UNP selon laquelle le LSSP voulait détruire le bouddhisme, mais il est le seul moine à parler de N.M. Perera sans en dire du mal, dis qu'il a été trop peu de temps au pouvoir pour que l'on puisse le juger.

La prétendue association du SLFP avec l'athéisme trouvait sa contrepartie dans la propagande électorale, avec une association prétendue de l'UNP avec le catholicisme romain ; il en résultait un équilibre, car pour leurs adversaires respectifs, l'athéisme et le catholicisme passaient pour tout à fait hostiles au bouddhisme. (On peut remarquer qu'en 1956, la plupart des moines considéraient apparemment le catholicisme comme le péril le plus grave). Le problème du catholicisme fut rarement abordé spontanément dans les interviews, probablement parce que l'on pouvait croire que nous sommes nous-mêmes catholique ; mais chaque fois qu'un avis fut sollicité, il fut donné et souvent avec vigueur. Dans le cas de l'athéisme, il eût été difficile de comparer l'opinion populaire (ou plus précisément cléricale) avec les faits, puisque tous les politiciens, y compris les marxistes, ont une appartenance religieuse nominale et n'extériorisent donc pas l'athéisme aux élections. Par contre dans le cas du catholicisme, il est possible de comparer l'opinion et la réalité (en assimilant l'appartenance religieuse nominale avec la pratique réelle, ce qui est ici légitime), et d'obtenir en quelque sorte une évaluation objective de la paranoïa. Pour lire ce qui va suivre, on se rappellera qu'à l'époque, M. Dudley Senanayake venait de constituer un cabinet comprenant 15 bouddhistes, 1 musulman et 1 hindou. La plupart des rares catholiques

vivant dans la circonscription étaient des travailleurs tamouls employés dans les plantations de thé.

Quand on analyse les interviews, la tendance des moines partisans de l'UNP et membres du *Siyam nikāya* est moins anti-catholique que celles des moines partisans du SLFP et membres de l'*Amarapura* ; mais la corrélation n'est pas parfaite. Sur les 22 moines du *Siyam* interrogés¹¹, 17 répondent qu'ils ne craignent pas la puissance des catholiques ; 2 sont négatifs mais avec restrictions et 3 expriment leur crainte des catholiques. Quelques-uns de ceux qui sont ici classés comme nettement négatifs disent ou laissent entendre qu'ils ont pu redouter les catholiques dans le passé mais que cette époque est révolue ; sur les deux réponses négatives avec restrictions, l'un dit que les catholiques pourraient devenir dangereux un jour ou l'autre ; le second déclare au cours d'un long discours sur ce sujet qu'il y a de bons et de mauvais catholiques, qu'il redoute les mauvais mais que ce gouvernement ne laissera aux catholiques aucune initiative. Nous avons demandé à 12 de ces 22 moines si des catholiques étaient membres du cabinet ; 6 répondirent que non et 2 répondirent qu'ils l'ignoraient¹². Sur les trois qui craignaient les catholiques, 2 répondirent que le cabinet comprenait des catholiques mais ne purent les nommer et le troisième répondit qu'il était impossible de le savoir, puisque c'est seulement au niveau d'une circonscription électorale que l'on sait si quelqu'un est catholique. Reste un moine qui ne redoute pas les catholiques mais répond que Tiruchelvam (qui est hindou) est catholique et que J.R. Jayawardene est un ancien catholique. Nous reviendrons sur ce cas. Une autre réponse mérite d'être citée ; elle vient d'un moine qui dit ne pas redouter les catholiques mais ignore si certains sont membres du cabinet ; il tente de retourner le tableau brossé par la propagande et déclare qu'il y a des catholiques dans l'autre camp ; il cite Felix Dias Bandaranaike et déclare que le père de S.W.R.D. Bandaranaike était catholique. (En réalité, ces deux personnes étaient de confession anglicane).

Sur les 6 moines de l'*Amarapura* interrogés, ensemble qui exclut le moine partisan de l'UNP mais inclut les deux moines non engagés dans la campagne, 3 répondent qu'ils ne redoutent pas les catholiques et un moine refuse de répondre. L'un des trois nomme néanmoins deux catholiques comme membres du cabinet : J.R. Jayawardene et Shirley Corea (qui était effectivement catholique mais non membre du cabinet). Les deux moines qui disent redouter les catholiques sont plus extrémistes : l'un d'entre eux, assez âgé, ignore si des catholiques sont présents au cabinet mais affirme que 41 ou 43 députés de l'UNP sont catholiques (ils sont en réalité 7). L'autre estime que trois catholiques sont ministres et cite Tiruchelvam. Quand on lui dit que cette personne est de religion hindoue, il persiste à affirmer que le cabinet compte trois ministres catholiques. Et quand on lui présente une liste des membres du cabinet où ne figure aucun catholique, il apparaît qu'à l'exception de Tiruchelvam, il connaît la religion pratiquée par chacun des ministres. Il lui reste à main-

¹¹ Ce total ne comprend pas le communiste mais tient compte des deux moines qui ne s'engagèrent pas (mais ont probablement voté UNP).

¹² Tous ces moines déclarent ne pas craindre l'influence des catholiques.

tenir, avec raison, que le speaker du Parlement, Albert Pieris, est catholique ; il ajoute qu'en des endroits où il y a 95 % de bouddhistes et 5 % de catholiques, ceux-ci obtiennent la permission de construire une église. Lorsqu'on lui demande si l'Etat ou les bouddhistes doivent financer de telles constructions, il concède qu'ils n'ont pas cette charge ; mais ajoute-t-il, les catholiques contrôlent l'éducation, tracassent les bouddhistes, etc.

Nous avons demandé également aux 3 moines du *Rāmanna nikāya* s'ils redoutaient les catholiques. L'un d'entre eux répondit qu'il tolérerait tout le monde, y compris les catholiques et les marxistes — et c'est là un cas assez exceptionnel. Le second ne les redoutait pas mais pensait que certains étaient membres du cabinet. Le troisième se montra nuancé : selon lui, si les catholiques avaient trop de pouvoir, c'était encore à voir. Quand on lui demanda si certains étaient membres du cabinet, il cita J.R. Jayawardene et N.M. Perera.

Cette dernière réponse nous offre un exemple saisissant du phénomène que nous avons mentionné plus haut sans le commenter : on a toujours tendance à amalgamer les caractéristiques négatives de sorte que ce qui est impopulaire peut se transformer en n'importe quoi d'autre, tout aussi impopulaire. Mis à part J.R. Jayawardene, dont les parents étaient anglicans, le membre du cabinet désigné comme catholique est le ministre tamoul Tiruchelvam. Le dernier moine que nous avons cité avait une idée négative de N.M. Perera, mais de toute évidence, il ignorait s'il était marxiste, catholique ou les deux à la fois ; pour lui, le bien était personnifié par un singhalais-bouddhiste-non-marxiste et toute autre personne représentait le mal ! Nous avons encore un bon exemple de cette attitude avec le moine affilié au SLFP qui compte 41 ou 43 députés UNP catholiques au Parlement : considérant la défaite de la coalition comme un désastre pour le bouddhisme, il en rendait responsable les Tamouls, les catholiques, les musulmans et les capitalistes. Autre cas intéressant : un moine très engagé dans l'UNP, qui aurait dû être plus au courant, nous déclare qu'après leur affrontement de 1958, bouddhistes et catholiques sont à présent unis contre le communisme ; cette façon d'assimiler les catholiques et les Tamouls, rappelle ce qui se passe pour N.M. Perera.

Ce dernier témoignage est également significatif d'un recul de l'hostilité envers les Tamouls. En réalité, dans cette circonscription, et à en juger d'après les réunions électorales que nous avons pu suivre, l'UNP tentait d'attirer les voix des Tamouls (et des musulmans) et c'est la coalition qui les critiquait. C'est donc sans surprise que l'on rencontre un partisan très actif de l'UNP qui a refoulé toute la connaissance de la récente hostilité envers les Tamouls. Sur le problème de l'hostilité aux Tamouls, nous n'avons pas poussé les interviews aussi loin qu'à propos des catholiques, mais les éléments dont nous disposons sont suffisants pour constater que les Tamouls sont très peu considérés comme un péril politique, bien que certains moines fassent preuve d'une hostilité latente contre les Tamouls quand nous évoquons Dutugamunu¹³. Trois moines seulement (outre le moine communiste) déclarent ouvertement qu'ils redoutent les Tamouls

¹³ Dutugamunu est le héros singhalais vainqueur des Tamouls au premier siècle avant J.C. (cf. *Precept and Practice, op. cit.*, pp. 257-258).

ou leur sont opposés. Par contre, deux autres en disent du bien. Selon nous, l'opinion générale est assez favorable aux Tamouls.

Un autre aspect de ces solidarités sociales apparaît dans l'évocation des nuances prétendues de castes qui séparent les deux grands partis. Nous l'avons vu déjà, les préférences politiques du clergé local sont très liées aux castes et l'on peut penser qu'il en est de même pour le corps électoral dans son ensemble. Nous reviendrons sur ce point. Nous n'avons pas demandé aux moines si, pour eux, la caste et le parti sont liés et, en fait, peu abordent le sujet spontanément. Deux moines affiliés à l'UNP identifient explicitement le SLFP aux électeurs de la caste inférieure et laissent entendre que tous les *Goyigamas* votent pour l'UNP. Un autre moine du même parti cite probablement le résultat exact du scrutin de ces villages quand il déclare que la majorité qui est de la caste inférieure vote pour le SLFP et que les *Goyigamas*, minoritaires, sont divisés. Le seul moine *Amarapura* et le seul membre du SLFP qui mentionne le problème des castes n'en fait pas un enjeu évident, mais, pour expliquer son choix politique en 1960, il affirme qu'il faut toujours défendre sa propre caste.

Nous terminons ainsi de brosser le tableau du fondement déclaré des préférences politiques (raisons religieuses, groupe ethnique, caste) et nous redécouvrons la caste comme déterminant du choix politique. Si nous avons fait remarquer la coïncidence entre la caste et le parti, à une exception près de part et d'autre, il est encore possible qu'en fait les préférences soient davantage déterminées par la tendance idéologique du *Nikāya* (ou de son organisation locale). Nos données sont trop fragmentaires pour être décisive, mais cette hypothèse devient de moins en moins plausible quand on examine ce que l'on sait du comportement électoral des années précédentes.

Les candidats aux élections de 1965 étaient l'un, *goyigama*, (membre de la sous-caste *patti*) pour l'UNP, et l'autre probablement de la caste *panna*, (cf. note 8) pour le SLFP. Ce dernier s'était également présenté au scrutin de 1960 comme un indépendant, contre les candidats de l'UNP et du SLFP qui étaient tous les deux *goyigamas* et il avait alors pris la seconde place, quelques centaines de voix seulement séparant les trois candidats. A toutes les élections précédentes, l'UNP et le SLFP avaient présenté des *Goyigamas* et aucun *Panna* ne figurait dans les candidats. On estime généralement à quatre ou cinq mille (c'est-à-dire à peu près un tiers de l'électorat), les électeurs de la caste *Panna* et les *Goyigamas* sont plus nombreux.

Les moines de la caste *panna* qui votèrent SLFP en 1965 votaient pour un candidat de leur caste ; si l'on connaissait leur attitude en 1960, on pourrait savoir s'ils votaient pour la caste ou pour un parti. De fait, sur les 4 moines de l'*Amarapura* partisans du SLFP, 2 firent campagne pour le deuxième candidat, l'année où celui-ci se présenta comme indépendant, et l'on a de bonnes raisons de penser qu'un troisième en fit autant. L'un de ces moines déclare même dans son interview — comme nous l'avons rapporté plus haut — qu'il faut défendre sa propre caste. Le quatrième moine nous a déclaré qu'il avait fait campagne pour le candidat *goyigama* du

SLFP en 1960 mais en effet sa position était plus nuancée ; la coalition lui déplaisait à ce point qu'en 1965 il n'avait pas soutenu le SLFP ; mais il ajouta que malgré tout il avait voté pour le second candidat, et ceci, pour « des raisons personnelles ».

On pense généralement que les castes inférieures sont portées à la solidarité politique, mais que les *Goyigamas* ont tendance à être divisés ; ceci est manifeste quand on se trouve en présence d'au moins deux candidats de cette caste. L'enquête nous a révélé que 6 moines partisans de l'UNP avaient toujours voté pour ce parti et il est fort probable qu'ils sont encore plus nombreux dans ce cas ; par contre, 5 moines du *Siyam nikāya* qui ont fait campagne pour l'UNP en 1965 avaient voté et même fait campagne pour le SLFP en 1960. L'un d'entre eux déclare avoir opté pour l'UNP en 1960 à cause des conflits raciaux ; deux restèrent neutres en 1960 tandis que deux autres demeurèrent fidèles au SLFP ; ces quatre derniers déclarent tous être passés à l'UNP en 1965 à cause de la menace communiste. Naturellement, aucun moine du *Siyam* n'a voté pour le candidat indépendant *panna* en 1960.

La participation du clergé aux réunions électorales fut très active. A toutes les réunions auxquelles nous avons assisté, des moines siégeaient à la tribune. Les moines sont des autorités locales, habitués à paraître en public et s'ennuient, aussi n'est-il pas étonnant de les rencontrer en ces occasions. Plus surprenant est ce défilé des moines partisans de l'UNP, dans la plus grande ville de la circonscription, quelques jours avant le scrutin. Après un grand *dānē*, (repas de cérémonie), dans un vieux temple, 68 moines défilèrent sur une distance de un mille jusqu'à l'hôtel de ville. En tête marchaient des laïcs portant les bannières, certains habillés de chemises vertes (couleur de l'UNP) ; puis venaient des danseurs kandiens et des musiciens ; puis les moines, à la file indienne ; enfin, une foule de laïcs. Certains considèrent l'événement comme un *pinkama*, occasion publique d'obtenir des mérites religieux. La place de l'hôtel de ville était tendue de jaune et la tribune était décorée de ballons jaunes, d'innombrables drapeaux bouddhistes et de quelques drapeaux nationaux ; l'UNP n'était symbolisé que par un discret oriflamme vert et la façade de la tribune était bordée d'éléphants (symbole du parti) ; les discours durèrent cinq heures et furent monotones comme on peut le penser.

Dans les derniers jours de la campagne, le chef des moines du village où nous résidions reçut des groupes de laïcs au temple et leur conseilla de voter UNP.

Le résultat de tout cet engagement du clergé aux côtés de l'UNP fut que, contrairement à la tendance nationale, le siège fut emporté par le SLFP. Ceci ne veut pas dire nécessairement que l'UNP perdit des voix ; l'ex-candidat indépendant qui se présentait cette fois sous l'étiquette SLFP avait simplement ajouté à ses voix personnelles toutes ou presque toutes les voix du SLFP. Cet échec fut certainement une déception pour l'UNP.

Nous sommes amenés à conclure que l'essentiel des motivations politiques des moines est leur appartenance de caste ou de groupe en général ; ils perçoivent la politique avant tout en termes d'intérêt professionnel,

c'est-à-dire en ce cas religieux. En cela ils sont sans doute représentatifs de l'ensemble de la population de la religion. Les moines *goyigamas* sont majoritaires et, comme la plupart des membres de cette caste, dans cette circonscription, ces moines votèrent UNP ; appartenant à une communauté réduite et fermée, les moines d'un *nikāya* ont une cohésion politique plus forte qu'un groupe de laïcs appartenant à une caste dispersée. Cette cohésion, ainsi que des facteurs évidents comme le prestige social et l'habitude de parler en public font que les moines sont plus engagés politiquement que la moyenne de la population. Nous n'avons cependant aucune preuve de leur influence politique.

Que valent ces conclusions ? Certains analystes se sont rendu compte que le type du moine anti-UNP, combinant habituellement un marxisme ou socialisme nominal avec un nationalisme singhalais farouche, — tel le moine *siyam* de notre échantillon — correspond essentiellement au moine du Bas Pays ; le tableau que nous donnons des moines de Kandy : essentiellement conservateurs, passifs et maladroits dans la justification de leurs opinions, rejoint le tableau brossé par H. Bechert pour Malwatta et Asgiriya centres du *Siyam nikāya* pour la région de Kandy. Nous hésitons à affirmer que nos résultats soient valables pour le Bas Pays. Ils suggèrent cependant que les moines sont une *expression* de l'opinion publique plutôt qu'ils ne la façonnent (même si, à l'occasion, ils l'influencent) ; plus encore, notre analyse laisse penser qu'ils sont des témoins de l'opinion publique seulement en ce qu'elle est attachée à des intérêts sectoriels¹⁴. On pourrait en conclure que la religion n'est pas un enjeu politique aussi important que l'on pensait les politiciens singhalais, même si le simple fait de le penser peut en faire un enjeu réel ; on peut aussi penser que Mr. S.W.R.D. Bandaranaike et ses successeurs de tous les partis qui ont exercé le pouvoir ou l'ont convoité, ont été abusés par la visibilité sociale de la robe jaune et les clameurs de certains qui la portent, au point de surestimer l'importance électorale de l'opinion du clergé bouddhiste¹⁵.

(Traduit de l'anglais par André ROUSSEAU)

¹⁴ Cette analyse trouve une illustration empirique dans les résultats d'une enquête réalisée dans un village singhalais en 1957 ; alors, à une époque de surexcitation populaire à cause de questions linguistiques et religieuses, ces villageois étaient essentiellement préoccupés de problèmes économiques (A.L. WOOD, « Crime and Agression in Changing Ceylon », *Transactions of the American Philosophical Society, New Series*, vol. 31, p. 325).

¹⁵ Les élections de 1970 viennent confirmer notre analyse ; tant les politiciens que le public ont attaché moins d'importance à l'opinion du clergé. La *Sangha* est vraisemblablement discréditée comme force publique.